

# Participation à la base et interfaces bureaucratiques : le cas du Mexique – introduction

Gavin Smith *University of Toronto*

Traduction de Marie France Labrecque *Université Laval*

**M**odernité», «modernisme» et «modernisation» en sont venus à correspondre aujourd’hui à un très grand nombre de choses d’une grande complexité. Cependant, alors que le développement devenait une préoccupation importante en occident, la «modernisation» était associée à une croisade fortement ethnocentrique menée par une phalange d’économistes américains (Rostow), de psychologues (McClelland), de politologues (Banfield, Almond et Verba) et d’anthropologues (Geertz and Foster) qui croyaient que le Tiers monde pouvait être sauvé si seulement les gens pouvaient adopter la culture<sup>1</sup> «moderne» telle qu’elle se présentait, bien sûr, dans quelque lieu imaginaire de l’Amérique moyenne. Ce qui était le plus frappant et le plus manifestement choquant dans ce langage et dans tout le projet qui le sous-tendait, c’était sa gestion condescendante et unilatérale – alors qu’en fait il était largement motivé par la peur qu’avaient les Américains à l’époque de la guerre froide d’une épidémie communiste chez les populations pauvres du monde, il s’est présenté sous les habits du fardeau de l’homme blanc : *noblesse oblige*.

Aujourd’hui, la «participation» est presque aussi étroitement associée aux débats du développement que ne le fut la modernisation à l’époque. La participation est manifestement «une bonne chose» maintenant tout autant que la modernisation était manifestement «une bonne chose» à l’époque. Pourtant, même si l’on est tous en mesure de les remarquer, ce sont justement les multiples significations de la participation qui en font une notion insaisissable dont il est pas mal plus difficile de disposer que celle de «modernisation». En effet, les rapports de pouvoir masqués par son utilisation sont plutôt comme cette question d’amphithéâtre : «Pouvez-vous m’entendre à l’arrière?» Tout comme le conférencier, les personnes qui parlent de la participation participent déjà ; le problème, ce sont les personnes qui n’en parlent pas et, de toute façon, elles ne peuvent pas entendre la question – plus ou moins de la même façon, hélas, que le «secteur traditionnel» était le «problème» pour ceux qui

**Mots-clés :** participation, néolibéralisme, interfaces, gouvernance, développement, Mexique

souhaitaient moderniser : aujourd’hui traditionnel, moderne demain ; marginalisé aujourd’hui ; participant demain. Ce qui a surtout changé, ce sont les caractéristiques organisationnelles de la production et de la circulation capitalistes de même que les mécanismes régulateurs nécessaires à leur reproduction.

La façon dont Foucault envisage le pouvoir est notoirement complexe mais il est utile ici de proposer la distinction qu'il fait entre le *pouvoir monarchique* et le *pouvoir moderne*. La monarchie se présente elle-même comme une force qui dit «Non», «[le pouvoir] aurait surtout la puissance de l’interdit» (1994 : 148). Avec l'émergence du pouvoir moderne, cette vision purement négative, qui annule, du pouvoir – tel que mesuré selon *mon habileté à restreindre vos actions* – a été supplantée. Le pouvoir n'est plus accepté en vertu du droit divin du monarque à gouverner ; à la place, «[c]e qui fait que le pouvoir tient, qu'on l'accepte (...) c'est tout simplement qu'il ne pèse pas seulement comme une puissance qui dit non, mais qu'en fait il traverse, il produit les choses, il induit du plaisir, il forme du savoir, il produit du discours» (1994 : 149-149). Alors que nous passons de sujets [sic] du pouvoir monarchique à citoyens du pouvoir moderne, nous acceptons qu'une certaine part de complicité soit à notre avantage, en raison de la nature *productive* du pouvoir. L'ordre profite (supposément) à tous (un tant soit peu). Cette complicité devient le levier indispensable des formes modernes de gouvernement. Norbert Elias, pour des époques sensiblement différentes, y a fait référence en parlant de processus civilisateur, soit le passage d'un contrôle brutal du comportement à la maîtrise de soi-même grâce à la généralisation des règles de politesse. La liberté du citoyen s'est accompagnée d'un cadeau empoisonné : l'intériorisation de la norme.

Avant de continuer l'histoire, tournons-nous vers un ensemble de récits différents quoique, comme nous le verrons, reliés entre eux, l'un ayant à voir avec la nature changeante de l'économie capitaliste, l'autre avec la politique socialiste. Au moment où nous sommes entrés dans le dernier quart du siècle dernier, la domination occidentale de la production capitaliste a chancelé. Des taches de rouille se sont étendues. Un capitalisme moins triomphant ne faisait vraisemblablement pas l'affaire alors qu'un scientifique social italien commençait à écrire à propos d'une possible solution. Portée à l'attention des socialistes par Gramsci, l'Italie était divisée de façon notable entre un «Nord» prospère de production de masse, symbolisé par Fiat et Turin, et un «Sud» appauvri, symbolisé par le paysan rusé et par le retard de Naples et de la Sicile. Puis, Bagnasco a proposé qu'il y avait une «troisième Italie» – celle où le marché *social* était à l'œuvre. Le

secret du succès de cette troisième Italie, un nouveau traitement potentiel pour un capitaliste occidental désuet et inflexible, c'était que le monde social de la parenté, du voisinage et de la personnalité n'était pas tenu radicalement en dehors de la neutralité morale du *marché* et de l'intérêt *économique* proprement dit. Ainsi, à Emilia Romagna, le profil du monde social donnait une configuration décisive à la façon dont les rapports marchands fonctionnaient. Pour un moment étroitement associée à une région d'Italie, l'idée s'est bientôt répandue, particulièrement avec la notion d'«économie enchâssée» mise de l'avant par Granovetter.

Il n'est bien sûr pas nécessaire d'être des marxistes invétérés et aigris pour porter un regard plutôt cynique sur la façon dont le marché dote les gens de liberté. L'idée même de classe chez Weber reposait sur l'opinion selon laquelle, lorsqu'ils se présentent sur le marché, les gens ne sont pas également pourvus pour poser des choix librement : les détenteurs de biens l'emportent sur ceux qui n'ont autre chose que des besoins. Dans cette nouvelle sorte d'économie, cependant, nous découvrons que les gens, autrement plutôt dépourvus de ce qu'on appelait habituellement (apparemment trop étroitement) le «capital», sont en mesure de négocier grâce aux ressources qu'ils drainent du secteur *social* de leur vie – les contacts familiaux, leur disposition régionale et culturelle au travail et à l'épargne, et le reste. Ainsi, cette nouvelle notion plus élargie d'arène, au sein de laquelle nous troquons et échangeons, semble désormais inclure comme partenaires égaux des gens qui jusque là avaient l'air de jouer le jeu les doigts dans le nez. Alors qu'on était auparavant soucieux d'élargir l'accès à du capital matériel uniquement, maintenant il s'agit de créer les conditions dans lesquelles les «exclus» peuvent faire fructifier leur capital *social* : i.e. une augmentation de la participation.

De là la nouvelle économie capitaliste. Qu'en est-il des changements dans la politique socialiste? Je serai bref. Ce qui était au centre des querelles entre les Communistes (d'allégeances diverses) et les Anarchistes durant la guerre civile espagnole, c'était la différence de priorités. Les premiers soutenaient que la tâche principale était d'en finir avec le capitalisme, ce qui entraînerait le dépérissement de l'État. Les seconds considéraient que l'État, à vrai dire la notion même du «politique» dans la sphère publique, était la source de tous les maux. Plusieurs sortes de socialisme ont fait circuler différentes idées sur la périodisation et par conséquent sur la politique de l'histoire – de la révolution aux compromis de différentes sortes – mais tous s'entendaient habituellement pour considérer que le capitalisme était *fondamentalement* injuste et qu'on devait éventuellement s'en débarrasser.

Cela voulait dire que, dans le processus de développement du bloc hégémonique érigé pour résister aux assauts du marché capitaliste et de l'État capitaliste, des alliances devaient être nouées. À quel point ces nouvelles alliances – particulièrement avec les nationalistes dans les premières années du siècle dernier, puis ensuite avec les groupes ethniques, par exemple au Vietnam et au Nicaragua – devraient à long terme imprimer leur marque sur le projet socialiste, c'était là l'objet de nombreux débats. Finalement cependant, Laclau a raison de dire que l'époque où les «socialistes» assumaient qu'ils seraient l'avant-garde du changement social révolutionnaire est finie. À la place, on a des politiques de revendications plus authentiquement englobantes, ouvertes et permanentes, peut-être le mieux symbolisées par les Zapatistes et leur insistance sur le fait que le «leadership» est moins important que la démocratie directe, i.e. : une augmentation de la participation.

Ainsi, on peut voir ici deux moments assez différents durant les vingt-cinq dernières années alors que la relation entre un noyau et ce qui l'entoure a changé, dans un cas, le noyau de la place du marché économique, et dans l'autre, le noyau de l'avant-garde révolutionnaire. Revenons un moment à Foucault. On l'a laissé sur le rôle si important des formes modernes de gouvernance de l'intériorisation de la norme par les citoyens. Mais nous devons nous rappeler quel était l'enjeux : améliorer la «productivité» *pour tous*. Qu'est-ce que la «productivité» veut dire, du moins pour les économistes? Cela signifie la capacité d'utiliser la technologie (la combinaison de l'adresse et de la machine) de façon à augmenter la quantité de ce qui peut être produit par une quantité déterminée de travail humain. Une personne munie d'une graine résistante Monsanto «Roundup Ready», et détentrice des connaissances qu'il faut pour la cultiver, va produire plus de maïs avec le même investissement en travail qu'une personne qui cultive avec une graine tirée de son fonds communautaire annuel de remplacement. Ça c'est la productivité.

Ce qu'il y a avec le gouvernement libéral, c'est qu'en l'absence, du moins en principe, des formes monarchiques du pouvoir («un État fort»), il doit déborder la simple intériorisation de l'interdiction comme appui à l'exercice du pouvoir pour en arriver à quelque chose de pas mal plus directement utile à l'économie – ou du moins à ceux qui profitent le plus des progrès de l'économie. Colin Gordon a très bien saisi cette idée. Dans la pensée néo-libérale :

L'aspect abstrait du travail dans la société n'est pas, comme le prétend le marxisme, un effet réel de la

logique du capital, mais plutôt une illusion venant de l'incapacité de l'économie politique à produire une analyse «qualitative» du travail... «Le travail pour le travailleur» signifie, selon le néo-libéralisme, l'utilisation des ressources d'adresse, d'aptitudes et de compétence qui constituent le capital humain du travailleur afin d'obtenir les profits qui sont la rémunération de ce capital... De ce point de vue alors, *dans un sens renouvelé, le producteur-consommateur individuel n'est pas seulement une entreprise, il est aussi l'entrepreneur de lui-même ou d'elle-même.* (Gordon, 1991 : 44. Les italiques sont ajoutés)

C'est dans ce contexte que nous devons essayer d'envoyer les façons dont les discours publics sur la «participation» sont enchaînés d'une part dans les formes de domination et de gouvernementalité, et de l'autre, dans les formes potentielles de subversion et de résistance.

Dans un sens, on pourrait y voir une controverse sur la signification de la «productivité» une fois qu'elle n'est plus appliquée étroitement à l'économie. Que signifie parler du capital social ou humain ou «améliorer la qualité de vie» (comme le fait le plus récent appel pour les demandes de subvention de recherche en sciences sociales à l'Union européenne), si nous ne savons pas ce que veulent dire «capital» ou «amélioration» dans ce contexte? Si nous ajoutons l'idée de participation à ces propos décontextualisés, nous avons l'impression qu'un monde meilleur sera le résultat de l'augmentation de la productivité de tous ses membres – maintenant, bien sûr, plus largement définie et (ce n'est pas mentionné) sujette à d'innombrables et immenses débats et conflits. La raison pour laquelle des gens comme Stuart Hall et Ernesto Laclau ont jusqu'ici détourné l'attention du fonctionnement réel du capitalisme d'aujourd'hui pourrait être que, tout comme nous, ils ne savent vraiment pas ce qu'il en est. Mais ce n'est pas ce qu'ils veulent nous faire croire. Ce qu'ils veulent nous faire croire, c'est que nous vivons dans une conjoncture où la lutte pour l'hégémonie est d'une importance capitale et cela, soutiennent-ils, est une question politique et culturelle. C'est une lutte pour l'établissement d'un ordre hégémonique dans lequel le *sujet entrepreneur producteur-consommateur* se présente comme «naturel» par rapport à quelqu'autre sorte d'ordre hégémonique de l'ère post-Gorbachev, duquel on peut dire jusqu'ici que «nul ne connaît son nom».

Certes, les articles rassemblés dans ce numéro spécial ont été écrits par des personnes dont le travail les a mis en contact avec la réalité mexicaine, mais ceux d'entre nous (comme moi-même) qui ne sont pas directement touchés par le Mexique peuvent apprendre beaucoup des spécificités de ce cas. C'est après tout un

endroit où ces deux hégémonies – la gouvernance néolibérale et les nouvelles formes de démocratie directe et d'autonomie locale – s'affrontent. Ce qui nous empêche le plus de découvrir des balises claires qui nous aideraient à saisir le potentiel politique de cette conjoncture c'est le caractère envahissant de la notion de libre-arbitre, de sujet qui-se-fait-lui-même – un idéal que poursuivent les deux camps dans cette lutte : le monde du sujet entrepreneur dont le «capital social» doit être mis en valeur d'un côté, et le monde des nouveaux mouvements sociaux cherchant le renforcement du pouvoir des participants, de l'autre côté.

Le caractère flou des balises ressort de plusieurs de ces articles, peut-être le plus clairement dans l'examen que Hilary Cunningham fait des discours enchevêtrés de l'État américain, tels qu'ils s'expriment dans les politiques concernant la frontière mexicaine, et de ceux des activistes du Borderlinks. Dans ce cas, le propos n'est pas tant sur la «participation» que sur la nécessité que les activistes réfléchissent aux possibilités de leur agencéité devant celles de leur cooptation potentielle. Et de l'autre côté de cette frontière, au Mexique, la cooptation est, comme on doit s'y attendre étant donné le long contexte historique d'une politique corporatiste envahissante, une question récurrente dans ces articles. Marie France Labrecque brosse un tableau clair du cadre politique qui fait de la participation un instrument de ce que Manon Boulianne appelle les rapports verticaux (opposés à horizontaux) de pouvoir. D'abord stimulés par les priorités de la communauté de l'aide internationale, les programmes alignés sur la «participation» économique dans les zones rurales du Yucatan où se trouvent les *maquiladoras* se sont modifiés à la faveur de leur interface avec une bureaucratie délocalisée, contrôlée par un régime politique corporatiste. Dans l'article qui suit, Manon Boulianne emprunte un sentier très délicat et nous guide minutieusement dans la découverte des balises dont nous avons besoin pour naviguer à travers ce champ de mines politiques. Elle ne remarque pas seulement que les différents participants-activistes (dans les organisations communautaires de base) ou les participants-récipiendaires (dans les organisations non-gouvernementales) ont des conceptions (habituellement inexprimées) plutôt différentes de ce que «participation» veut dire ; elle remarque aussi que ce faisant, ils pourraient tout aussi bien s'appuyer sur ce que j'appellerais des «conjonctures discursives» différentes. Un de ces discours, par exemple, pourrait avoir à faire avec un État-providence de type plus paternaliste dans lequel la plupart des discours des participants tournent autour d'un langage revendicatif qui s'adresse

à l'État comme source de biens. Un autre discours, plus nouveau, «[d]élaissant ses revendications pour des services collectifs accessibles pour tous les citoyens et toutes les citoyennes, ... participe maintenant d'une offre de services structurée localement et subsidiée par les institutions financières internationales ...» qui promeuvent la participation dans le cadre de micro-entreprises. Comme résultat, l'objectif actuel même de la «participation» peut devenir très confus : est-ce, en tant qu'alternative hégémonique du nouveau mouvement social, d'engendrer ni plus ni moins un sujet social *tout court* nouvellement constitué, dont le pouvoir est renforcé, un sujet conscient de lui-même? Ou s'agit-il d'augmenter la productivité individuelle et collective du travailleur de façon à produire un surplus? Dans ce cas, comment ce surplus pourrait-il être mieux utilisé pour «améliorer la qualité de vie»?

Dans des termes plutôt vigoureux, l'article d'Ivonne Vizcarra Bordi nous aide à voir ce changement de régime – d'un régime corporatif étendu de bien-être à des «programmes compensatoires» sélectifs. On voit la façon dont la combinaison de la *participation* et de l'aide *ciblée* vers des récipiendaires sélectionnés (à partir de critères correspondant à la mode politique occidentale du moment) devient une forme particulièrement efficace de gouvernance libérale – beaucoup plus qu'un projet particulièrement efficace pour aider les récipiendaires visés : «Quand les demandes sociales occasionnées par la pauvreté sont formulées par des agents externes dans une ambiance d'urgence et de voies alternatives réduites, la population-cible se résigne elle-même aux restrictions et aux conditions imposées, espérant recevoir au moins quelques "avantages"». Vizcarra suggère que de tels programmes évitent délibérément d'aborder la pauvreté par des mesures économiques *réelles* telle la «récupération des salaires réels».

Tous les articles de ce numéro mettent l'accent sur le danger de considérer quelqu'expérience que ce soit, soit des projets participatifs soit des interfaces de pouvoir, en dehors de leur contexte spécifique. L'article de Monique Nuijten nous permet de voir que c'est précisément ce que plusieurs partisans de la «participation» font souvent – pas seulement les bureaucrates du gouvernement qui ne seraient pas entièrement convaincus de l'affaire, mais aussi les ardents partisans de la participation «réelle». À la lecture de son article, je me suis demandé à quel point, même dans les articles qui en appellent instamment à la prise en compte des cadres locaux, on arrive à en savoir beaucoup plus long sur ce que Nuitjen appelle «les pratiques organisationnelles locales». Son article fait ressortir très clairement à quel

point de telles pratiques sont profondément enracinées et par conséquent considérées comme allant de soi par les acteurs ordinaires. Les résultats de telles pratiques ne sont pas suffisamment évidents pour être facilement identifiés par les gens concernés et soit passent inaperçus soit ne sont pas compris par les gens de l'extérieur, ou encore sont attribués à de la mauvaise gestion ou à un déficit de participation.

Les dimensions cachées des pratiques organisationnelles locales prennent une dimension historique dans l'article de Maria Dolores Palomo Infante qui explore les racines historiques des *confradias* au Chiapas. Même si, comme elle le remarque, les champs de force du Mexique colonial qu'elle étudie sont fort différents de ce qu'ils sont aujourd'hui, il y a des parallèles fort inspirants, l'un de ceux-là étant la façon dont les confradias ont d'abord été importées d'Europe et imposées aux populations locales par l'Église évangélisatrice, mais qui sont par la suite devenus des canaux pour des formes alternatives d'organisation locale. Le fait que les cofradías aient émergé dans un espace entre des projets de l'Église et des projets pas toujours semblables de l'État apporte des éléments de réflexion stimulants à la discussion de Hilary Cunningham sur la façon particulière dont se joue la séparation de l'Église et de l'État dans les politiques des activistes à la frontière entre le Mexique et les États-Unis : stimulants précisément en raison des sortes très différentes d'État et d'Église dans chacun des cas et à des périodes historiques très différentes.

En effet, les articles de Palomo et de Cunningham font référence de façon spéciale à l'autre élément que ce numéro spécial présente avec la question des *interfaces* entre différents cadres organisationnel, culturel et institutionnel. Dans leur article, Torres Lima et Burns abordent ces interfaces dans la mesure où ils cherchent à déconstruire une catégorie sociale qui n'est pas souvent reconnue par les sciences sociales et dont, par conséquent, on ne tient pas souvent compte dans la politique : les agriculteurs urbains. Ils estiment que la confronta-

tion de la culture et de l'identité rattachées aux modes de vie ruraux avec les dispositions passablement différentes de la vie en ville donne lieu à l'émergence d'un sujet social qui prendra de plus en plus de sens en situation urbaine au Mexique.

Gavin Smith, Department of Anthropology, University of Toronto, 100 St. George Street, Toronto, Ontario M5S 3G3. Telephone: (416) 978-3295. Fax: (416) 978-3271.

## Note

1 En fait, tout comme l'«idéologie» de Daniel Bell et l'«histoire» de Fukuyama, on considérait que les États-Unis avaient dépassé la culture pour se retrouver dans un monde de raison pure, une raison qui ne serait pas affectée par la culture.

## Références

- Bagnasco, Arnaldo  
1977 *Tre Italie: la problematica territoriale dello sviluppo italiano*, Bologna: Il Mulino.
- Bell, Daniel  
1960 *The End of Ideology*, Glencoe, IL: Free Press
- Elias, Norbert  
1976 *The Civilizing Process : Sociogenetic and Psycho-genetic Investigations*. 2 Vols, 1. *The History of Manners*; 2. *State Formation and Civilization*, Oxford: Blackwell.
- Foucault, Michel  
1994 *Dits et écrits, Tome 3*, Paris: Gallimard.
- Fukuyama, Francis  
1992 *The End of History and the Last Man*, New York: Free Press.
- Gordon, Colin  
1991 *Governmental Rationality : An Introduction, The Foucault Effect: Studies in Governmentality*, G. Burchell, C. Gordon et P. Miller (dir.), Chicago: Chicago University Press.
- Granovetter, Mark  
1985 Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness, *American Journal of Sociology*, 91(3): 481-510.